



Monsieur Laurent Fabius,
Ministre des Affaires étrangères
et du Développement international
37 quai d'Orsay
75007 Paris

Paris le 21 Mai 2014,

Monsieur le Ministre,

La Fondation Open Dialog est une ONG oeuvrant pour la promotion des droits de l'Homme et les processus de démocratisation dans la région post-soviétique. Nous sommes très impliqués dans les événements ayant lieu actuellement en Ukraine et une mission permanente était présente à Maïdan durant les manifestations et suit de près l'évolution de la situation dans plusieurs régions du pays. Nous avons déjà pu rencontrer à plusieurs reprises des représentants de votre ministère pour nous entretenir avec eux, notamment Mme Sparacino-Thellay, Ambassadrice des droits de l'Homme et M. Fournier, directeur de l'Europe continentale.

Nous saluons l'engagement ferme de votre ministère sur la crise ukrainienne et vos efforts pour permettre une désescalade sur le terrain. Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous alerter sur un sujet qui nous préoccupe particulièrement dans le contexte de la détérioration de la situation et du rôle avéré de la Russie dans la déstabilisation de l'Ukraine: le contrat passé par la France en 2011 pour la vente de deux bâtiments de projection et de commandement (BPC) de type Mistral pour la marine russe.

Dans cette période troublée et chaque jour plus incertaine, la Russie a fait preuve à plusieurs reprises de son non-respect du droit international notamment avec l'annexion de la Crimée. C'est pourquoi nous vous appelons à prendre une mesure forte pour que l'annulation de ce contrat de vente de navires de guerre soit intégrée à la liste des sanctions prises par la France. Vous aviez vous-même évoqué en mars dernier la possible annulation de cette vente de navire si le président Poutine continuait à intervenir comme il le faisait pour déstabiliser l'Ukraine. Face à l'évolution de la situation et au rôle avéré de la Russie dans la partition du pays ukrainien (y compris la présence et la commande des groupes armés soi-disant séparatistes par les officiers du service de renseignement militaire russe GRU) il est indispensable d'annuler dès aujourd'hui ce contrat.



La Fondation Open Dialog demande également l'annulation de l'arrivée de 400 marins russes prévue début juin dans le port de Saint Nazaire afin de se former au maniement du bâtiment *Vladivostok*, le premier des deux navires Mistral commandés par la marine russe.

Le maintien de la réalisation de ces contrats nous surprend particulièrement et soulève de sérieuses craintes, compte tenu des décisions de pays comme le Canada (expulsion immédiate des officiers russes participant à des séminaires et des formations) et l'Allemagne (suspension de la réalisation des contrats concernant la construction d'un centre de formation pour les armées de terre par l'entreprise Rheinmetall), et surtout compte tenu de l'adhésion de

la France à l'Organisation des Nations Unies et à l'Union Européenne. La Russie conduit une politique de confrontation vis-à-vis des organisations internationales en définissant l'Organisation des Nations Unies comme adversaire majeur. Le soutien aux forces armées russes remet en cause la fiabilité d'alliance de la France, ainsi que son intérêt national à long terme.

Nous sommes conscients des coûts éventuels que l'Etat français et les sociétés peuvent être amenés à supporter suite à la prise d'une telle décision. Celle-ci serait cependant en ligne avec la déclaration du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, qui le 21 mars de cette année, a annoncé la suspension de la coopération militaire avec la Russie.

Nous appelons donc la France à prendre une mesure forte afin que l'arsenal des sanctions se renforce. L'idée que ces navires assemblés dans les chantiers navals français et ces marins formés par la France puissent prendre part demain à des actes de guerre et menacer directement la souveraineté de l'Ukraine serait tout à fait intolérable.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre des Affaires étrangères et du Développement international, l'expression de ma haute considération.

PREZES ZARZĄDU

LYUDMYLA KOZLOVSKA

Lyudmyla Kozlovska
Présidente de la Fondation Open Dialog